

Zeitschrift: Schweizer Soldat + MFD : unabhängige Monatszeitschrift für Armee und Kader mit MFD-Zeitung

Herausgeber: Verlagsgenossenschaft Schweizer Soldat

Band: 62 (1987)

Heft: 3

Rubrik: MFD-Zeitung = Journal SFA = Giornale SMF

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

KOMMENTAR

Junge Linden

Im kommenden Jahr feiert die Felddivision 8 ihr 50jähriges Bestehen. Laut ersten Pressemitteilungen hat sich die Führung des Obergerauner Infanterieregiments 16 dazu etwas Besonderes einfallen lassen. Das vor 112 Jahren gegründete und der jubilierenden Division in Friedenszeiten administrativ und ausbildungsmässig unterstellte Regiment will aus Anlass der Feierlichkeiten und als Zeichen gegenseitiger Verbundenheit 1988 in den 85 Gemeinden der Amtsbezirke Aarwangen, Wangen, Burgdorf und Trachselwald je eine junge Linde pflanzen. Die Bäume sollen die Verwurzelung des Regiments in seinem Gebiet, aber auch den schützenden Schirm symbolisieren, den es über ihm ausbreitet.

Der Lindenbaum mit seinen schief-herzförmigen Blättern und seiner duftreichen Blüte war ein von unseren Vorfahren heilig gehaltener Baum. Im Schatten seiner runden,

dichten Krone wurden Dorfangelegenheiten verhandelt, tanzte und spielte die Jugend und ruhte das Alter. Dass die Linde nach dem Volksglauben gegen Gewitter schützen und Krankheiten an sich ziehen soll, erklärt sicher auch ihren Wuchs neben gar manchem stattlichen Haus, wogegen ihr Auftreten als Merkmal und Grenzzeichen wohl ihrer Dauerhaftigkeit und ihrem Alter (eine Winterlinde kann laut Lexikon 700 bis 1200 Jahre alt werden) zuzuschreiben ist. Ich weiss nicht, von welchen Überlegungen der Regimentskommandant und seine Leute sich bei der Baumwahl leiten liessen, doch stelle ich fest, dass sie mit der Linde in verschiedener Hinsicht gut beraten waren.

... Die Regimentslinde als Ort der Besinnung. Als Ort, an dem der Politiker sich die Kraft für klare und sachgerechte Entscheidung holt; als Ort, an dem der Geschäftsmann

sich auch in umweltgerechtem und nicht nur in profit- und prestigeorientiertem Denken übt; als Ort, an dem sich Bürger und Bürgerinnen an ihre allgemeine Mitverantwortung und die daraus zu ziehenden Konsequenzen erinnern. Die Regimentslinde als Ort, wo sich die Jugend und das Alter treffen und miteinander Zwiesprache halten, wo über Sinn und Unsinn diskutiert und nach einem gemeinsamen Nenner gesucht wird...

Diesen schönen Traum hatte ich nicht unterm Lindenbaum am Brunnen vor dem Tore, sondern unter unserer von einer Bank umgebenen Linde an der Kirchhalde in Burgdorf, wo ich wie immer – und nicht weil jetzt Winter ist – alleine war. – Trotzdem, ich freue mich auf die junge Linde.

Rosy Gysler-Schöni

ERSCHLOSSEN EMDDOK

MF 316 1 M17

Des cadettes a West Point

Un des fiefs du machisme a fini par succomber au charme féminin

par Marianne Lohse

Tous les officiers au menton impérieux qui chevauchent dans nos films favoris en sortent. West Point a fourni au cinéma américain un nombre incalculable de héros fictifs. Et à l'Histoire quelques chefs de guerre inoubliables comme Grant, Pershing, MacArthur, Patton ou Eisenhower. Oubliée, l'humiliante défaite du Viêt-nam. La grande école des bords de l'Hudson est le symbole de la confiance retrouvée, des valeurs morales ressuscitées, bref d'un patriotisme fièrement proclamé.

Des bâtiments gris, néogothiques, micathédrale mi-fortin, des hectares de forêts, de pelouses impeccables, d'allées rectilignes. Le premier contact avec le campus (ici on dit «post») est assez ahurissant. Des cadets et cadettes en tenue ordinaire (calot, pantalon et chemise gris) déambulent tranquillement tandis que d'autres, visage fermé, torse bombé, foncent à toute vitesse vers des corvées qu'on imagine abominables. Ces automates qui saluent d'un geste saccadé, ce sont les élèves de première année, les «plebes». Etre «plebe», quelle galère! Jugez plutôt: rythme imposé de cent vingt pas par minute, interdiction de frayer avec leurs aînés sous peine de sanctions!

Seules phrases autorisées: «Yes sir, ma'am.» «No sir, ma'am.» «No excuse sir, ma'am.» «Sir, ma'am, I do not understand.» Un ou une «plebe», à tout instant, est susceptible d'être puni par un(e) cadet(te) à peine plus âgé(e). Pour une minute de retard, des chaussures mal astiquées, des cheveux un poil trop long. Le plus courant? Marcher dans la cour cinq heures d'affilée, le samedi, arme sur l'épaule. Et il arrive qu'on écope de quarante heures de «punishment» ...



Elle est punie.

Qu'est-ce qui peut pousser douze mille Américains de dix-sept à vingt-deux ans (mille quatre cents sont admis chaque année) à aller au-devant de telles avanies en postulant pour West Point? «L'amour du pays, la sécurité de l'emploi, la certitude que, pour devenir un leader vous devez, d'abord, apprendre à obéir», affirme Lynette Mae, dix-huit ans, une ravissante seconde année, originaire de

Géorgie. Les «sophomores» ou seconde année, on les appelle «yearlings» (poulains), les juniors ou troisième année étant des «cows» (vaches) et les seniors (quatrième année) des «firsties» (petits premiers). Car il faut tenir quatre ans d'un extraordinaire dressage physique et moral qui forme des athlètes accomplis. Mais aussi des électroniciens, ingénieurs, juristes ou spécialistes de télécommunications très recherchés dans le secteur privé. Entraînés tôt au commandement, les West Pointers font preuve, affirment les chefs d'entreprise, d'une maturité assez rare. Dix pour cent des quatre mille quatre cents cadets sont des femmes et il est possible que leur nombre augmente encore.

Peuvent-elles, à West Point, réussir aussi bien que les hommes? Et après, que deviennent-elles? Celles que j'ai rencontrées ne m'ont pas semblé souffrir de discrimination. Symboliquement, il n'y a pas de dortoirs séparés à West Point. Les roommates se regroupent à trois par chambre, entre filles. Pas de verrous aux portes. Le code de l'honneur de l'école ne saurait tolérer qu'on vole. Ou qu'on importune. «En fait, le régime est dur pour tous», m'explique le colonel Anderson. Les cadettes,

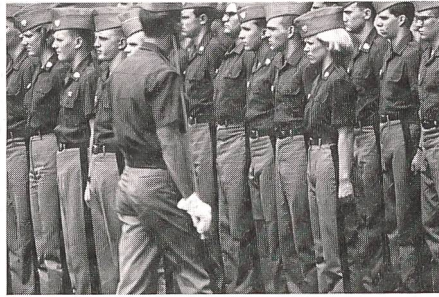
à quelques nuances près, font exactement ce que font les garçons. Simplement, elles ne participent pas aux matches de football et de rugby ... et ont droit, par exemple, à une minute de plus pour courir le mile.

En dix ans, on peut mesurer le chemin parcouru. Le culot des pionnières est vraiment confondant! Et il en fallait. Les cadettes de 1976 subirent les pires brimades: corvées répétitives, harcèlement sexuel, quarantaine, moqueries, obscénités. Mais, dans l'ensemble, elles tinrent bon. **«Au début, se souvient le docteur James Peterson, si déterminées qu'elle fussent, elles pleuraient beaucoup. West Point était décidé à ne faire aucun compromis. Leurs uniformes étaient très peu seyants, leurs chaussures particulièrement hideuses. Aucun maquillage n'était autorisé. Un barbier coupait leurs cheveux.»**

Et pourtant, d'emblée, les femmes savaient qu'exclues du combat elles n'accéderaient pas aux rangs les plus élevés, aux postes les plus intéressants. Cela provoqua un furieux débat au Congrès. Il était impensable qu'elles puissent combattre. Mais, en même temps, leur admission dans des écoles censées fabriquer les meilleurs stratèges ne risquait-elle pas d'abaisser un haut niveau? Après les premiers résultats, très probants, le général Westmoreland déclara, avec un mépris définitif: «Peut-être y a-t-il une femme sur dix mille capable de commander au combat. Mais nous n'avons pas besoin d'un tel mouton à cinq pattes.» Ainsi, elles ne peuvent piloter un bombardier. En revanche, elles peuvent piloter l'avion qui ravitaillera en vol le bombardier en carburant. Actives dans les «supports units», on les trouve aussi dans la police militaire, les transports, les communications. «Et il y a là, affirme Angelika Schaefer, quantité de jobs très appréciables.»

Angelika est une longue et jolie basketteuse de dix-neuf ans. Elle s'épanouit en seconde année, comme ses «roommates» Christine et Patty. Honneur rare, les trois seules cadettes de leur compagnie ont été autorisées à m'inviter dans leur «barrack» (les 4400 élèves forment une brigade de quatre régiments, eux-mêmes divisés en bataillons et en compagnies. Chacun est censé y exercer, à un moment donné, un rôle de leadership).

Les leaders en herbe ont briqué leur chambre comme un pont de bateau. Les babioles habituelles, posters, peluches, photos se limitent à trois par cadette. Tout, à un millimètre près, est rangé selon l'ordre réglementaire: des livres aux chemises et dessous blanc et beige pliés et boutonnés dans les tiroirs. En passant



La blonde que voilà!



La chambrée: la rigueur y est de rigueur.

Photos: François Lamy/Gamma

par l'alignement des chaussures sous les lits, le paquetage et les fusils dans leur râtelier. L'inspection hebdomadaire ne fait grâce d'aucune trace de poussière ... Pourtant Angelika, Patty et Christine ne semblent pas particulièrement masochistes: **«Nous sommes là parce que nous le voulions très fort. Solidement encouragées, c'est vrai, par nos familles, nos professeurs et nos congressmen ... Nous avons été élevées dans l'idée que les Etats-Unis étaient un pays libre. Et que cette liberté nous devons la défendre. Vous ne trouverez pas ici de féministes à tout crin. Mais le challenge est sûrement deux fois plus excitant pour une femme.»**

Le plus dur? «Survivre à la première année», affirme Patty. «Maintenant nous pouvons marcher normalement et parler», ajoute Christine. «Porter une jupe, des boucles d'oreilles discrètes, un vernis à ongles incolore, sortir avec nos «boy-friends», c'est très appréciable!», renchérit Angelika. Bien des idylles ne résistent pas aux maigres congés des plebes, à peine quatre weekends par an. Mais d'autres se nouent à l'école et les mariages entre diplômés ne sont pas rares. Aucune, a priori, n'exclut une vie de famille. «Encore que, note Patty, dans un couple d'officiers c'est toujours la femme qui renonce à sa carrière: les problèmes d'affection sont bien trop compliqués.»

Et leur emploi du temps? Lever à 6 heures, «breakfast-formation» à 6 h 30: au mess, immanquablement en bout de table, il y a un plebe, raide comme un passe-lacet, pour servir et annoncer les plats. Les cours (mathématiques, informatique, chimie, histoire politique, ect. débutent à 7 h 30, s'achèvent à 15 h 30. Sports et parades les occupent jusqu'à 18 heures. Dîner à 18 h 30. Dans les «barracks»

on travaille théoriquement de 19 h 30 à 22 h 30 mais souvent bien au-delà, jusqu'à l'extinction des feux, à minuit et demi. L'hiver, en fait, est surtout consacré à l'étude et l'été au «military training».

La façon qu'ont les filles de vous parler de leurs camps d'été laisse rêveur. Pendant sept semaines à Camp Buckner, avant même que les cours ne commencent, les plebes découvrent ce que dégrossir une future élite veut dire. «Quand vous vous retrouvez frigorifiée dans un bunker inondé de gaz lacrymogène et que vous vous répétez: après tout je l'ai voulu, pas question de craquer, et que vous ne craquez pas, ça, c'est formidable!», lance Patty. Ascension de falaises, sauts en parachute, corps à corps, les trois «roommates» pensent déjà à leur prochain été.

Pourquoi tant d'efforts martiaux puisque, de toute façon, les femmes sont écartées des champs de bataille? Cette question, je l'ai posée, à bien des instructeurs de West Point. Elle les gêne et la plupart l'évade. Colonel Anderson: **«Dans notre armée de volontaires, les femmes jouent un rôle très important. Mais les exclure du combat était une décision du Congrès. C'est au Congrès qu'il appartient de la maintenir. Ou de la supprimer.»**

Pour Angelika, tout est clair: «Ce que je veux, c'est être le meilleur officier possible. Une bonne forme physique, un caractère bien trempé, c'est capital. Rien de tel pour vous donner confiance en vous. Et mener vos troupes.» C'est, bien sûr, sur ce terrain-là qu'on les attendait et qu'on les attend toujours. Sur le plan des études, elles n'ont plus rien à prouver. Quand le capitaine-instructeur Mark Herthring vous lance: «L'été dernier, j'ai vu une fille de dix-sept ans passer de quarante-deux pompes d'affilée à quatre-vingt-six au bout de cinq semaines d'entraînement, moi, je n'en fais pas autant!», on se dit que la rivalité filles-garçons a du bon. «Elles sont surprenantes. Elles sont de mieux en mieux, renchérit le Dr Stauffer, et nous leur demandons beaucoup. Alors que la philosophie du départ, c'était: observons-les, on verra bien. Tout simplement parce que nous ignorions totalement ce dont elles étaient capables.» Les études menées par les Drs Stauffer et Peterson sur les performances féminines à West Point et les modifications apportées à l'entraînement des cadettes pourraient bien, un jour, servir de références aux athlètes du monde entier.

Peut-on être un bon étudiant, un bon athlète, un bon soldat, et rester séduisante? A West Point, j'ai rencontré quantité de jolies filles. Egalement des adolescentes au visage encore ingrat et boutonneux, mais pas plus qu'ailleurs. La conclusion appartient peut-être au Dr Bennie Bennett, une petite femme musculeuse au visage fin. Responsable de l'éducation physique des seniors, elle enseigne l'aérobic à un train d'enfer, à trois cents costauds. **«Je ne me demande guère, dit-elle, si l'on peut être forte, se faire respecter, sans pour autant perdre sa féminité. La féminité, ça ne s'égare pas comme un parapluie. C'est exactement comme si un homme s'interrogeait: puis-je être un chef et manifester de la compassion ...?»**

Gegen die Infamitäten des
Lebens sind die besten
Waffen: Tapferkeit, Eigensinn
und Geduld. Die Tapferkeit
stärkt, der Eigensinn macht
Spass und die Geduld gibt
Ruhe.

Hermann Hesse

Keine Schwierigkeiten mit AIDS in der Armee

Die erst seit wenigen Jahren bekannte, ansteckende Viruserkrankung AIDS (Acquired Immune Deficiency Syndrome = erworbene Immunschwäche) ist heute Gegenstand zahlreicher Beiträge in den Massenmedien und einer gesamtschweizerischen Informationskampagne des Bundesamtes für Gesundheitswesen (BAG) und der privat organisierten AIDS-Hilfe Schweiz. In der Armee hält man sich nach wie vor an die 1985 vom Bundesamt für Sanität (BASAN) erarbeiteten Grundsätze und betont, dass AIDS in der Armee bis heute keine Schwierigkeiten bietet.

Ende 1984 zählte das BAG – es führt eine gesamtschweizerische Statistik – erst 40 AIDS-Kranke. 1985 waren es bereits gegen 100 Patienten und im letzten Jahr nun bereits 192 an der als epidemisch zu bezeichnenden Krankheit Leidende. 100 Patienten sind bereits gestorben; die Zahl der mit dem AIDS-Virus Infizierten wird in der Schweiz inzwischen auf 15 000 bis 20 000 geschätzt.

Wie wird das Virus übertragen?

Die Informationsschrift «AIDS» des BAG besagt, dass AIDS-Viren vor allem im Blut und in der Samenflüssigkeit enthalten sind. Selten findet man sie in sehr geringen Mengen im Speichel und in den Tränen. Die Krankheit wird *nicht* über Speichel oder Tränen übertragen. Ansteckungsgefahr besteht nur dann, wenn das Virus direkt in die Blutbahn gelangen kann. Dazu genügen allerdings unter Umständen kleinste Verletzungen. Das AIDS-Virus wird nur von infizierten Menschen übertragen. Mit **Ansteckungsrisiko** behaftet sind der Geschlechtsverkehr mit AIDS-infizierten Personen und der gemeinsame Gebrauch von Fixerutensilien.

In der gleichen Broschüre ist auch nachzulesen, wo bestimmt **kein Ansteckungsrisiko** besteht, nämlich:

1. *Alle zwischenmenschlichen Kontakte mit AIDS-Infizierten sind ungefährlich und risikolos, wenn auf Intimkontakte verzichtet wird. Durch Händeschütteln, Umarmungen oder Begrüssungsküsse kann sich niemand anstecken.*
2. *Durch Husten und Niesen von AIDS-Infizierten wird das Virus nicht übertragen.*
3. *Der gemeinsame Gebrauch von Geschirr, Bettwäsche und anderen Gegenständen des täglichen Lebens ist risikolos.*
4. *Durch die Benützung öffentlicher Bäder, Saunen oder Toiletten wird niemand angesteckt.*
5. *Gemeinsame Mahlzeiten: Das AIDS-Virus kann nicht über Nahrungsmittel weitergegeben werden.*
6. *Blutspenden und Blutempfangen sind ungefährlich. In der Schweiz wird jede Spende getestet. Blutkonserven mit positivem Antikörperbefund werden weder zur Transfusion noch zur Herstellung von Blutpräparaten verwendet.*
7. *Alle Konsultationen und Eingriffe beim Arzt, Zahnarzt oder im Spital, ebenso der Besuch*

beim Coiffeur oder bei der Kosmetikerin sind gefahrlos. Die an all diesen und anderen Orten angewendeten Desinfektionsmassnahmen reichen aus, um das AIDS-Virus mit Sicherheit unschädlich zu machen.

8. *Krankenbesuche und die Pflege von AIDS-Kranken sind ungefährlich.*

9. *Kontakte zwischen Kindern und AIDS-infizierten Personen sind ungefährlich.*

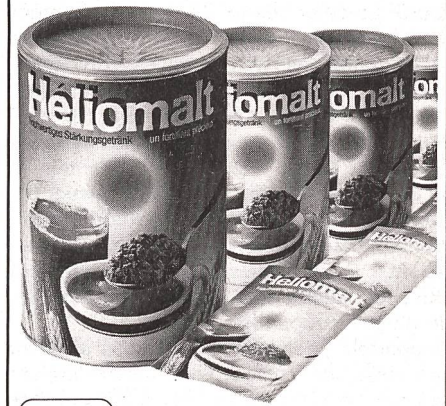
10. *Der Kontakt mit Haustieren führt zu keiner Ansteckung mit AIDS.*

Kein obligatorischer AIDS-Test für Armeeangehörige

Die eben dargelegten klar eingeschränkten Übertragungsmöglichkeiten der Viruserkrankung AIDS verdeutlichen die Aussage von Dr Jürg Janett, Sektionschef BASAN, gegenüber der Redaktion, dass AIDS in der Armee vorläufig keine Schwierigkeiten bereitet. Dennoch hat das BASAN im September 1985 erste nach wie vor gültige Grundsätze für die Behandlung von Angehörigen der Armee erlassen, die mit AIDS infiziert sind. Danach werden diese vom Dienst dispensiert, wenn im Blut AIDS-Antikörper festgestellt wurden und wenn aufgrund einer vordienstlichen klinischen Untersuchung AIDS-Verdacht besteht. In Zusammenarbeit mit dem behandelnden zivilen Arzt verfolgt der militärärztliche Dienst des BASAN während der folgenden Zeit jeden einzelnen Fall (AIDS ist eine übertragbare Viruserkrankung, die nur bei einem Teil der angesteckten Personen zum Ausbruch kommt), um in der Regel nach zwei Jahren eine erneute Beurteilung vorzunehmen und wenn angezeigt, die Ausmusterung des Betroffenen in die Wege zu leiten. Zur Frage der Erfassung der an AIDS erkrankten oder mit AIDS infizierten Armeeangehörigen erklärt Dr Janett, dass diese im Einverständnis oder auf Wunsch jedes einzelnen über den ihn behandelnden Privatarzt erfolge. Weder eine Blutentnahme zwecks Bestimmung der Blutgruppe anlässlich der Rekrutierung noch das freiwillige Blutspenden in Schulen und Truppendiensten seien mit einem AIDS-Test zuhanden der Armee gekoppelt. Und sollte die obligatorische Untersuchung der Blutspenden durch das Zentrallabor des SRK (Schweizerisches Rotes Kreuz) in Bern AIDS-positive Resultate zeitigen, so setze diese Stelle ausschliesslich die direkt betroffenen Spender davon in Kenntnis, betont Dr Janett mit Nachdruck.

Heliomalt

gibt Kraft für 2



Mit 12 Vitaminen
und vielen Mineralstoffen.

Schnappschuss



*Da nützt alles «Chüderle» nichts.
So früh mache ich noch keinen Taxidienst!*
(aufgenommen nach Beendigung der
Schlussübung «Nachtfalter», ZIS Herisau
1986)

Erich Straumann aus B

Schicken Sie uns auch Ihren militärischen Schnappschuss. Wir freuen uns darauf und honorieren jedes veröffentlichte Bild mit 15 Franken.

PISA: Neue Verordnung regelt Datenschutz

Der Bundesrat hat auf den 1. Januar 1987 eine neue Verordnung über das militärische Kontrollwesen (VmK) in Kraft gesetzt. Er regelt darin die technische Durchführung und den Datenschutz des elektronischen Personal-Information-Systems der Armee (PISA).

PISA war nach einem seit Ende der siebziger Jahre laufenden Versuchsbetrieb Anfang September 1984 in den definitiven Betrieb übergeführt worden. Nachdem auf Anfang 1985 die gesetzliche Grundlage für PISA geschaffen worden ist, regelt nun die neue VmK die technische Durchführung des Programms. Ein Kernstück bildet der Datenschutz, wobei der Kreis der Zugriffsberechtigten nach Auskunft des zuständigen Sektionschefs im Bundesamt für Adjutantur (BADJ) sehr eng gezogen worden ist. Zivile Strafen werden nach ihrer Verjährung spätestens beim nächsten jährlichen Bereinigungsprogramm automatisch gelöscht.

Schutz und Sicherheit der Daten

Diese sind in der neuen Verordnung über das militärische Kontrollwesen wie folgt geregelt:

Art. 9 Grundsatz

¹ Bei der Bearbeitung von Daten des militärischen Kontrollwesens ist der Schutz der Grundrechte, insbesondere der Schutz der Persönlichkeit, zu gewährleisten.

² Wer solche Daten bearbeitet, darf dies nur soweit tun, als es zur Erfüllung seiner Aufgabe nach Militärrecht, Militärpflichtersatzrecht, Militärversicherungsrecht, Militärstrafrecht oder Erwerbersatzrecht nötig ist.

³ Als Hilfe für die Erfüllung des Auftrages nach Postverkehrsgesetz vom 2. Oktober 1924¹⁾ zur Nachsendung von Postgut an Angehörige der Armee kann die Feldpostdirektion folgende Daten in PISA einsehen:

- | | |
|----------------------|-----------------|
| a. Matrikelnummer; | e. Wohnadresse; |
| b. Familienname; | f. Funktion; |
| c. Vorname; | g. Einteilung; |
| d. ausgeübter Beruf; | h. Grad |

Art. 10 Auskunftserteilung

¹ Jeder Wehrpflichtige und jede weibliche Angehörige der Armee haben ein Recht auf Auskunft über ihre Daten im militärischen Kontrollwesen.

² Stellen, die Daten des militärischen Kontrollwesens bearbeiten, und das BADJ erteilen auf schriftliche oder mündliche Anfrage Auskunft über die bearbeiteten Daten; ist die angefragte Stelle für die Auskunft nicht zuständig, leitet sie die Anfrage an die zuständige Stelle weiter.

³ Die Auskunft muss vollständig und verständlich innerhalb einer angemessenen Frist gegeben werden; sie wird in der Regel schriftlich erteilt. Einsicht in die Daten kann gewährt oder mündliche Auskunft kann gegeben werden, wenn die schriftliche Auskunft unverhältnismässigen Aufwand verursacht.

⁴ Die Auskunft wird kostenlos erteilt; eine Gebühr bis zu 50 Franken wird erhoben, wenn die Erteilung der Auskunft einen ausserordentlichen Aufwand erfordert.

⁵ Verlangt der Wehrpflichtige oder die weibliche Angehörige der Armee Auskunft über alle Daten, ist für die Erteilung der Auskunft das BADJ zuständig.

Art. 11 Berichtigung

Sind Daten des militärischen Kontrollwesens unrichtig oder unvollständig, entsprechen sie nicht dem Zweck der Bearbeitung oder ist die Bearbeitung nach den Bestimmungen über das militärische Kontrollwesen unzulässig, sind sie von der Stelle, die für die Bearbeitung zuständig ist, umgehend zu berichtigen, zu ergänzen, zu löschen oder zu vernichten.

Art. 12 Rechtsschutz

¹ Will die zuständige Stelle nicht oder nur unvollständig Auskunft geben oder will sie die Daten nicht berichtigen, ergänzen, löschen oder vernichten, leitet sie das Begehren zum Entscheid an das BADJ weiter.

² Im übrigen gelten die Bestimmungen der Bundesrechtspflege.

Art. 13 Datensicherheit

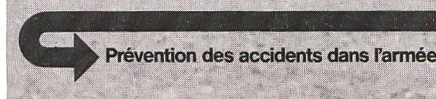
¹ Wer Daten des militärischen Kontrollwesens bearbeitet, trifft angemessene organisatorische und technische Massnahmen, damit die Daten vor Verlust und gegen jegliche unbefugte Bearbeitung geschützt sind.

² Die Übernahme von Daten aus PISA auf andere Datenverarbeitungssysteme der kontrollführenden und der truppenverwaltenden Stellen oder der Armeeführung bedarf der Bewilligung des EMD.

³ Der Verbund von PISA mit andern Datenverarbeitungssystemen ist nicht zulässig.



sois prudent...



Mehr Sold für Armeeingehörige

Der Bundesrat hat auf den 1. Januar 1987 einen Beschluss der Bundesversammlung in Kraft gesetzt, wonach die Angehörigen der Armee u a mehr Sold erhalten. Gleichzeitig hat er die von Grund auf überarbeitete Verordnung über die Verwaltung der Armee genehmigt. Im wesentlichen wurde sie den heutigen Verhältnissen und der gegenwärtigen Organisation der Armee angepasst. Im weiteren wurden verschiedene Entschädigungsätze, z B für Kantonenanteile, der Teuerung angeglichen, was Mehrkosten von jährlich rund 10 Millionen Franken verursacht.

Soldansätze ab 1.1.87	Bisher (Sold- + Kleider- entschädigung)	Neu*
--------------------------	---	------

Korps-		
kommandant	31.50	30. —
Divisionär	26.50	27. —
Brigadier	24.50	25. —
Oberst	22.50	23. —
Oberstleutnant	19.50	20. —
Major	17.50	18. —
Hauptmann	15.50	16. —
Oberleutnant	12.50	13. —
Leutnant	11.50	12. —
Offiziersaspirant	8.50	10. —
Adjutant-		
Unteroffizier	7. —	10. —
Feldweibel,		
Fourier	6.50	9. —
Wachtmeister	5.50	8. —
Korporal	5. —	7. —
Gefreiter	4.20	6. —
Soldat	4. —	5. —
Rekrut	3. —	4. —

Hilfsdienstpflichtige

Funktionsstufe		
1a	16. —	16.50
1	14. —	14.50
2	11. —	11.50
3	8. —	9.50
4	6. —	8.50
5	5. —	7. —
6	4. —	5. —
7	3. —	4. —

*(Kleiderentschädigung
und Camionnagevergütung neu im Sold eingebaut)

Für den einzelnen Armeeingehörigen ist von Interesse, dass ihm inskünftig für die Benutzung von Essgeschirr in Gastwirtschaften kein Sold mehr abgezogen wird. Damit ist eine Ungleichheit zwischen Truppen, die in bundeseigenen Unterkünften das dazugehörige Geschirr gratis benutzen konnten, und solchen, die dafür bezahlen mussten, beseitigt. Der Sold wird nicht mehr alle zehn Tage, sondern neu am Schluss der Buchhaltungsperiode, d h in der Regel nach 20 Tagen (maximal 27 Tagen) ausbezahlt. Diese Neuerung, die versuchsweise bereits seit dem 1. Juli 1983 angewandt wird, bringt erhebliche administrative Vereinfachungen.

Rapport der Chefs MFD

Zusammenfassung von Hptm Zahn,
Chef Administration MFD

Am 3. Februar 1987 fand in Appenberg bei Zäziwil der diesjährige Rapport mit den Chefs MFD in den Stäben der Grossen Verbände sowie der Armeetruppen statt.

1. Innerhalb dieses Korps von 18 Offizieren sind per 1. Januar 1987 folgende Mutationen zu verzeichnen:

- Oberstlt Isenring wird Chef MFD a i im Stab des FAK 1 (sie übernimmt diesen Posten von Oberst Aguët, die z D Art 51 MO gestellt wurde)
- Hptm Schmidt wird Chef MFD a i im Stab der Ter Zo 9 (Oberst Harms, die diese Funktion interimistisch innehatte, bleibt im Astt 469.9 eingeteilt)
- Hptm Schwarzenbach übernimmt von Oberstlt Isenring die Funktion des Chefs MFD a i im Stab der Ter Zo 4
- Oblt Furter übernimmt von Hptm Schmidt die Funktion des Chefs MFD a i im Stab des Uem Rgt 1.

2. Adj Uof Heppler, Chef Planung Dienststelle MFD, informierte über das Werbekonzept 87. Es kann festgehalten werden, dass trotz teilweiser Kritik in den Massenmedien auch in diesem Jahr bedeutende Mittel für die Werbung zur Verfügung stehen. Diese werden hauptsächlich für Zeitungsinserate sowie Fernseh- und Kinowerbung (neue Fassung) eingesetzt.

3. Hptm Zahn, Chef Administration Dienststelle MFD, informierte über die Bestände. Erfreulicherweise kann festgestellt werden, dass 1986 mit 261 Anmeldungen eine Zunahme von rund 20% gegenüber dem Vorjahr (221) zu verzeichnen war. Diese ist eindeutig auf die grossen Werbeanstrengungen zurückzuführen. Bei zunehmender Tendenz der Anmeldungen ist leider immer noch ein Fehlbestand von rund 800 Angehörigen des MFD zu verzeichnen.

4. Oberst i Gst Bühler, Chef Ausbildung MFD, informierte die Chefs MFD über die Neuerungen in der Grundausbildung sowie über den verlängerten KVK, der den Rekrutenschulen vorausgeht. Ferner gab er bekannt, dass Kanzlisten MFD ab Herbst 87 am Textverarbeitungssystem ausgebildet werden.

5. Brigadier Hurni führte an, dass aus diversen Truppenkursen Anträge auf Zuteilung von Angehörigen des MFD gestellt worden seien. Dabei gilt es, jedes Gesuch zu prüfen und die Einsatzmöglichkeiten sowie die Ausbildung von neu zu schaffenden Funktionen abzuklären. Neue Funktionen sollen nur dann geschaffen werden, wenn genügend Nachwuchs ausgewiesen werden kann. Auf Einzelfälle kann nicht eingegangen werden.

Leider muss immer wieder festgestellt werden, dass Angehörige des MFD ausserhalb ihrer Funktion eingesetzt werden. Die Chefs MFD erhielten von Brigadier Hurni den Auftrag, bei festgestellten Falscheinsätzen konsequent einzuschreiten bzw den Einsatz der Angehörigen des MFD zu überprüfen.

Im weitem teilte der Waffenchef mit, dass in Zusammenarbeit mit der Gruppe für Rüstungsdienste die Grundausrüstung der Angehörigen des MFD neu überprüft werde. Im Vordergrund stehen dabei die Einführung eines neuen Ordonnanzschuhs sowie des Pullovers mit Achselpatten.

Frau als Informationschef der GGST

gy Laut Mitteilung des Generalstabschefs, Korpskommandant Lüthy, tritt auf den 1. Juni 1987 die heute als Ressortleiterin Information bei Radio DRS tätige Frau Dr Marie-Theres Guggisberg die Stelle des Chefs des Informationsdienstes der Gruppe für Generalstabsdienste (GGST) an.

Frau Dr Guggisberg ist durch ihre bisherige berufliche Tätigkeit und ihre langjährige Erfahrung als Angehörige des MFD im Einsatz bei der Abteilung Presse und Funkspruch (APF) im Umgang mit Informationsfragen bestens bewandert. Mit ihrem Amtsantritt wird der Informationsdienst der GGST zu einem Vollamt ausgebaut, wie das bei den anderen Gruppen des Eidg Militärdepartementes (EMD) bereits seit längerer Zeit der Fall ist. «Dieser Ausbau des Informationsdienstes soll mithelfen, die gute und von Vertrauen getragene Zusammenarbeit zwischen den Medienvertretern und den Informationsverantwortlichen des EMD zu vertiefen und zu fördern», meint der Generalstabschef in seiner Verlautbarung.

Neue Stabsoffiziere, Hauptleute und Subalternoffiziere

gy Auf den 1. Januar 1987 sind folgende Angehörige des Militärischen Frauendienstes befördert worden:

Zum Major

Knobel Renée, Stansstad
Meyer Ruth, Bern
Oechslin Käthe, Payerne
Schaer Eva, Münsingen
Zesiger Rosemarie, Pieterlen

Zum Hauptmann

Fischer Adelheid, Basel
Rüegg Elsbeth, St. Gallen
Stebler Christine, Zug

Zum Oberleutnant

Amrein Ines, Küsnacht ZH
Bossard Susanna, Gockhausen
Huber Eva, Bern
Jörger Frieda, Effretikon
Kilchmann Margrith, Schaffhausen
Kirstein Marianne, Bern
Waibel Ursula, Regensdorf

Herzliche Gratulation!

Wir versichern den Menschen

Rentenanstalt 
Wegweisend seit 1857. Alle Einzel- und Kollektiv-Versicherungen.

Coop-Brot  **ist täglich frisch und knusprig!**

Militärsportleiter für den MFD

gy Siebzehn Männer und eine Frau absolvierten im November 1986 den vierwöchigen Militärsportleiter-Kurs an der Eidg Turn- und Sportschule (ETS) in Magglingen. Die Frau war Lt Rosmarie Zumbühl, Instruktionsoffizier MFD seit 1985 und heute Sportverantwortliche für die Rekruten-, Unteroffiziers- und Offiziersschulen des Militärischen Frauendienstes.



Leutnant Rosmarie Zumbühl (Jg 50)

Foto: ci

Als Schülerin der Militärschule I absolvierte sie die nötige Selektionsprüfung, um im November letzten Jahres auf Entscheid des Bundesamtes für Adjutantur den Ergänzungslehrgang für Militärsportleiter (MSL) zu besuchen. Vier Wochen harte, sportliche Schulung

und siebzehn um zehn Jahre jüngere Kollegen sorgten dafür, dass diese Zeit an der ETS Lt Zumbühl als sehr streng in Erinnerung bleiben wird. Und noch stehen ihr zwei weitere Ausbildungswochen bevor, ehe sie zum MSL 1 brevetiert werden kann. Ihr fehlt dazu noch die Teilprüfung Schwimmen, die sie im kommenden Herbst in Thun nachholen kann.

Als Militärsportleiter schon im Einsatz

Dessen ungeachtet ist die Instruktorin heute voll als MSL im Einsatz. Nach vorgängiger Zusammenstellung der Programme unterrichtet sie in den Kadervorkursen der Rekrutenschulen die Zugführer in der Gestaltung einer Sportstunde und die Unteroffiziere im Durchführen eines Einlaufens. Weibliche Rekruten geniessen zwei bis drei Sportstunden pro Woche und absolvieren am Schluss der vierwöchigen RS alle die Prüfung für die Militärsportauszeichnung oder neu einen sogenannten Fitnessstest. In den MFD Unteroffiziers- und Offiziersschulen leitet Lt Zumbühl den Sportunterricht, der primär bezweckt, die für die Grundausbildung in den Rekrutenschulen notwendigen Leiter (Zugführer) und Hilfsleiter (Gruppenführer) auszubilden und vorzubereiten.



Streiflichter

● Die Bevölkerung in der Schweiz nimmt in erster Linie dank dem Wachstum in ländlichen Gebieten zu, während die Städte eine weiter abnehmende Anziehungskraft ausüben. Anfang des letzten Jahres betrug die ständige Wohnbevölkerung der Schweiz 6 484 800 Personen. Die Zunahme gegenüber dem Vorjahr belief sich auf 28 900 Personen oder 0,4 Prozent und entspricht in etwa dem Wachstum der vorangegangenen Jahre. Während die Bevölkerungszunahme auf dem Land 0,9 Prozent erreichte, lag sie in städtischen Gebieten noch bei 0,2 Prozent. Dies geht aus einer Erhebung des Bundesamtes für Statistik (BFS) hervor. Die Bevölkerungszunahme um 28 900 Personen setzt sich aus einem Geburtenüberschuss von 15 100 und einem Wanderungsgewinn von 13 800 Personen zusammen. Das Wachstum der Gesamtbevölkerung hatte 1981 und 1982 bei 0,6, 1983 bei 0,3 und 1984 bei 0,4 Prozent gelegen. (ap)

● Rund 70 Jahre nach der russischen Oktoberrevolution können Tausende von Britinnen und Briten Schadenersatz für Besitzverluste durch bolschewi-

stische Enteignungen verlangen. Für die Erfüllung berechtigter Ansprüche stehen rund 46 Millionen Pfund zur Verfügung. Auf die Entschädigung hatten sich der britische Aussenminister Sir Geoffrey Howe und sein sowjetischer Kollege Eduard Schewardnadse im vergangenen Sommer geeinigt. Hintergrund der Regelung ist der sowjetische Wunsch, Kreditzugang zum Eurobonds-Markt in London zu erhalten. Bei den Entschädigungen geht es vor allem um Staatsanleihen aus dem zaristischen Russland, die von den Bolschewisten nach ihrer Machtübernahme nicht zurückgezahlt wurden. Zwischen den Jahren 1918 und 1951 hatten bereits 37 000 Briten Verlustansprüche gegen die Sowjetunion geltend gemacht. (sda)

● Die USA haben Neuseeland den «Verbündeten-Status» aufgekündigt, der u a Anspruch auf Vorzugspreise bei Rüstungslieferungen gibt. In einer Erklärung der USA-Botschaft heisst es, Washington werde das am 21. Juni auslaufende Memorandum über logistische Unterstützung weder erneuern noch darüber verhandeln. Die neuseeländische Politik der Zufahrtsverweigerung für amerikanische Schiffe und Flugzeuge mit nuklearem Antrieb oder Atomwaffen lasse den USA keine «annehmbare Alternative». Neuseeland könne weiterhin amerikanisches Rüstungsmaterial beziehen, aber zu den für «befreundete, nichtverbündete Staaten» geltenden Bedingungen. (afp)



SVMFD – Schweiz Verband der Angehörigen des MFD

Nein zum Rüstungsreferendum

Der SVMFD lehnt die am kommenden 5. April zur Abstimmung gelangende Volksinitiative für ein Rüstungsreferendum ab.

Er stellt fest, dass mit diesem Referendum

- die Beschaffung von Rüstungsmaterial eine schwerwiegende Verzögerung erfahren würde;
- eine Planung auf weite Sicht verunmöglicht würde;
- die Kompetenzen der eidgenössischen Räte in gefährlicher Art eingeschränkt würden;
- die Kampfmotivation unserer Truppen geschwächt würde;
- unser Wehrwille im Ausland an Glaubwürdigkeit einbüßen würde.

Diese Initiative hat eine Schwächung unserer Landesverteidigung und die Destabilisierung unserer Demokratie zum Ziele.

Wir empfehlen allen pflichtbewussten Mitbürgern und Mitbürgerinnen, dieser unsinnigen Initiative bei der Abstimmung am 5. April 1987 mit einem wuchtigen NEIN zu begegnen.

L'Association Suisse des membres du SFA refuse l'initiative populaire demandant le droit de référendum en matière de dépenses militaires.

Constatant que:

- les acquisitions du matériel de défense prendrait un retard inévitable
- la planification à long terme ne serait plus possible
- les compétences de l'Assemblée fédérale et des Etats seraient diminuées
- la motivation de nos troupes serait affaiblie
- vu de l'étranger, notre volonté de défense perdrait de sa crédibilité
- cette initiative ne tente qu'à affaiblir notre armée et à déstabiliser notre démocratie

Invite tous les concitoyens conscients de leurs responsabilités à voter massivement NON à l'initiative utopique qui sera soumise au peuple le 5 avril 1987.

Holland – wir kommen

Zum 71. Mal wird in diesem Jahr vom 21. bis 24. Juli der Internationale Vier-Tage-Marsch in Nijmegen stattfinden.

Zum 28. Mal wird ein Schweizer Marschbataillon an diesem Marsch teilnehmen, für unser Land werben und die Schweizer Armee repräsentieren.

Zum 1. Mal werden Angehörige des Militärischen Frauendienstes in gemischten Marschgruppen den Holland-Marsch absolvieren. Im Zuge der Gleichberechtigung beschloss der Chef Sektion Ausserdienstliche Tätigkeit Oberst i Gst Hartmann, in Zukunft den weiblichen Angehörigen der Armee (WAA) freizustellen, ob sie den Berner Zwei-Tage-Marsch (Voraussetzung für Nijmegen) und den Vier-Tage-Marsch in Holland in gemischten oder in Frauen-Marsch-Gruppen bestehen wollen.

Vielen Marschiererinnen kommt dieser Entschluss gelegen. Sie möchten ihre Märsche schon lange mit ihren männlichen Kameraden und Trainingspartnern absolvieren. Besonders den «Aussenseiterinnen» aus dem Tessin, dem Wallis und dem Engadin wird diese Möglichkeit Tür und Tore öffnen. Ihnen ist es nun möglich, sich einer ortsansässigen männlichen Marschgruppe anzugliedern.

Einigen aber wird diese neue Möglichkeit ein wenig den Boden unter den Marschschuhen wegziehen. Denjenigen nämlich, die eine ausschliesslich weibliche Marschgruppe als wichtig, richtig und gut für sich und den Militärischen Frauendienst empfunden haben. Deshalb hat der SVMFD beschlossen, auch in künftigen Jahren eine weibliche Marschgruppe zu subventionieren. **So wie es im Augenblick aber aussieht, haben wir 1987 keine eigene MFD-Marschgruppe mehr. Doch gerade in diesem ersten «gemischten» Jahr wäre eine solche bitter nötig. Ich appelliere deshalb an alle Marschfreudigen: Wenn Sie sich noch keiner Gruppe angeschlossen haben, melden Sie sich bei mir! Vielleicht können wir mit vereinten Kräften (die SAT macht uns punkto Gruppenstärke keine Vorschriften mehr) eine MFD-Marschgruppe aus dem Boden stampfen.**

Die WAA werden auch 1987 im Tarnanzug marschieren und diejenigen in gemischten Marschgruppen werden zusätzlich den alten FHD-Rucksack ausfassen und mittragen (ohne Gepäck; zur Vervollkommnung des äusseren Erscheinungsbildes, da die Männer mit Rucksack und 10 Kilo Gepäck marschieren).

Als zuget Stabsof im Schweizer Marschbataillon stehe ich allen WAA für Auskünfte zur Verfügung. Adresslisten der teilnehmenden Schweizer Marschgruppen sind bei mir erhältlich. Info über Subvention, SVMFD Marschgruppe usw ebenfalls.

Ich hoffe, das Schweizer Marschbataillon wird in diesem ersten «gemischten» Jahr wahre Rekordzahlen von weiblichen Angehörigen verzeichnen.

*Oblt Doris Borsinger, Füchslistrasse 7
8180 Bülach, 01 860 5719*

**Mit der
Migros**



Veranstaltungskalender

Calendrier des manifestations

Calendario delle manifestazioni

Datum Date Data	Org Verband Association organ Associazione organ	Veranstaltung Manifestation Manifestazione	Ort Lieu Luogo	Anmeldung an / Auskunft bei Inscription à / Information de Iscrizioni a / Informazioni da	Meldeschluss Dernier délai Ultimo termine
21.3.87	Gesellschaft für militärhistorische Studienreisen(GMS)	200 Jahre General Guillaume-Henri Dufour/Gedenktagung	Zürich Kongresshaus (1000-1300)	Die Teilnahme ist kostenlos	
5.-8.5.87	FF Trp	So Patr Fhr Kurs	Burgdorf	Kdo FF Trp Militärsport und Alpin Dienst Papiermühlestr 20 3003 Bern	6.4.87
9.5.87	FF Trp	Sommerwettkämpfe	Burgdorf	Do	21.4.87
9./10.5.87	UOV Bern	Schweiz Zwei- Tage-Marsch	Bern	Oblt Doris Borsinger Füchslistr 7 8180 Bülach Tel 01 860 57 79	31.3.87
16.5.87	Ass SFA Neuchâtel, Jura et Jura Bernois	Delegiertenversammlung SVMFD	Porrentruy (Beginn 1030)	Ihre Präsidentin	
23.5.87	UOV Kanton Glarus	Jubiläumswettkampf als KUT (MFD/RKD: Gruppen- mehrkampf - 2er Patr - Skore, ACSD, Sand, Zielwurf)	Glarus	Hptm E Zindel Parlatsch 7099 Trin Mulin	sofort
21.-24.7.87		Internationaler Vier-Tage-Marsch	Nijmegen	Oblt Doris Borsinger Füchslistr 7 8180 Bülach Tel 01 860 57 79	31.3.87
5.9.87	UOV Amt Erlach	Gruppenwettkampf (MFD: Test Mil Wissen, ACSD, Sand, Überraschung, Ball-Zielwurf, Schlauch- bootfahren, Skore)	Ins und Umgebung	Prov Anmeldung und weitere Auskünfte: Oblt Ritter oder Oblt Beyeler Tel 032 83 32 32	31.3.87